

## La dernière attaque de Grossouvre contre Mitterrand

Le confident pour les affaires privées multipliait les reproches jusqu'à l'obsession

PERSONNE ne peut prétendre expliquer un meurtre de François de Grossouvre. Personne n'a jamais pu expliquer comment se sont déroulés les événements du comité des chasses présidentielles. René Souchein, l'adjoint du départ, en dit quelque chose. C'est à lui que le secrétaire général de l'Elysée renvoie les journalistes lorsqu'ils le harcèlent pour recueillir ses commentaires officiels. Et René Souchein n'a pas de main morte. Grossouvre se sentait « aimé » parce qu'il ne supportait pas de vieillir et de donner de lui une image dégradée. « Avant d'ajouter « Il est vain de chercher à faire de son passé », En somme, et ce moi-là est employé devant plusieurs journalistes, le départ était proche de la « démission simple ». Il n'y avait rien de pas d'autre piste à suivre pour comprendre son suicide. Un peu exaspéré,



nombreux étaient les journalistes du président des chasses présidentielles confirmant que Grossouvre ressaisait jusqu'à l'obsession, presque jusqu'à la haine, les reproches qu'il nourrissait envers Mitterrand. Et beaucoup de ces reproches tournaient autour du rapport équivoque entre eux, selon lui, par le Président et ses proches avec l'argent. « Et avec la mort », ajoutait-il, selon l'une des confidences rapportées après le suicide.

Depuis près de dix ans, Grossouvre se voyait mis à l'écart. 1984-1985 : c'est cette époque que la disgrâce a commencé. Grossouvre affirmait avoir mis en garde le Président contre les trafics d'influence auxquels se livrait, selon lui, Roger-Patrice

Pelat, l'homme d'affaires, l'ami, mort en 1989 en pleine affaire Pechiney. Cette mise en cause d'une relation sulfureuse avait, rasant-il, profondément irrité Mitterrand. Et le nom de Pelat était revenu en 1993 au premier plan, au moment de la révélation du prêt à Bergeryou et du suicide de l'ancien Premier ministre.

### A chacun son surnom

Au même moment, toujours il y a une dizaine d'années, des ministres (comme Joxe) ou la nouvelle vague des collaborateurs de l'Elysée s'irritaient des interférences de Grossouvre dans l'activité des services secrets et dans le domaine diplomatique. Un de ceux qui l'ont vu beau-

coup se remuer, lui avait donné le surnom de « Monamiaditi », tant Grossouvre avait tendance à se référer à « son » lieu central. Son Mitterrand pour justifier ses interventions. Ce surnom, c'était aussi, une allusion à « Papamadi », alias Jean-Christophe Mitterrand, autre cible privilégiée des attaques de Grossouvre. Habitude des intrigues africaines : il entretenait de rapports, notamment avec Bongo et Hassan III, et jouait parfois les intermédiaires pour certains contrats. Le confident déçu avait mis en garde le Président contre certaines pratiques de « Papamadi ». Là encore, Grossouvre était tiré à la colère de Mitterrand, qui supportait fort mal ces attaques contre son fils.

Mais une double question se pose alors : pourquoi, si Grossouvre, homme de droite, était-il devenu si impopulaire ? Mitterrand lui a-t-il conservé jusqu'au bout le privilège d'un bureau et d'une fonction (si honorifique soit-elle) à l'Elysée ? Et pourquoi Grossouvre, s'il en était à ce point de rupture, n'était-il pas, comme à l'habitude, un symbole de ce pouvoir occulte qu'il se prêtait et qui lui échappait ?

### Petits papiers privés

Grossouvre adorait jouer les mystérieux, les détenteurs de secrets d'Etat. En réalité, en dehors de ses interventions, plutôt maladroites d'ailleurs, dans les relations avec le Liban, de 1981 à 1984, grâce à son amitié avec le président chrétien Amine Gemayel et en dehors de ses liens avec le roi du Maroc ou le président gabonais, il n'a jamais, semble-t-il, joué un rôle dans son influence et son importance étaient ailleurs.

François de Grossouvre était depuis

plus de trente ans un des rares hommes de confiance de Mitterrand pour ses affaires privées. C'est ainsi qu'en 1967, il avait acheté avec lui une maison à Grodes (Vaucluse), maison achetée dans l'arc d'une amitié du Président avec le fils financier de Pelat.

Ce détail de la vie présidentielle. Grossouvre avait relaté avec une grande bonhomie à son fils Jean-Pierre lorsque celui-ci revenait fréquemment sur Pelat, ses chèques et ses terres. Son empressement à aider le magistrat était allé jusqu'à le voir

en privé au cours d'un déjeuner, alors que de tout vider, il avait fait l'objet d'un examen de conscience, comme un criminel mortel.

On est ainsi au cœur de ce drame qui a abouti à la mort d'un proche. Un détournement de biens entre les deux hommes, la déception d'un cousin qui se croyait investi d'un pouvoir, qu'il n'avait peut-être jamais exercé, la crainte presque panique qu'il manifestait ces derniers temps d'être lui-même impliqué dans une quelconque « affaire », et la fatigue de son vieux homme ; tout cela, et sans oublier la hargne que mettaient certains aujourd'hui à décrire la vie privée du Président, ajoutée à l'atmosphère de fin de règne qui empoussiérait l'Elysée.

Dés châtés s'interroge sur l'existence de Mémoires et d'archives que Grossouvre aurait mis en lieu sûr et que Mitterrand lui aurait demandé de confier à un autre, de ses proches, à l'Elysée.

Un homme peu élégant... car il faut bien constater quelques évidences. D'abord, celle-ci : François de Grossouvre a choisi de se donner la mort dans son bureau de cet Elysée qu'il fréquentait plus qu'un autre. D'une façon ou d'une autre, c'est un signe très criant, adressé à Mitterrand. Resté à savoir ce qu'a ainsi voulu dire ce confident, le conseiller, l'ami, le plus de trente ans.

### Des hommes d'argent

En ce point, on est resté, pourquoi le cacher, à faire parler un mort, puisque avant le suicide de François de Grossouvre, personne n'avait fait de ses propos, en tant qu'homme d'argent, à tous les visiteurs (et

## Pasqua joue au plus main dans le maquis corse

L'arrestation de 14 clandestins n'empêche pas les contacts discrets. DEPUIS l'arrestation, on lit dans le journal de l'Assemblée de Corse un communiqué de l'FLN-CI (dit « le légendaire » dit « Comité historique »), le ministre de l'Intérieur est remarquablement discret sur cette opération policière et ses suites. Dans le long et long des pages, on lit que l'Etat et les indépendants, portant, ce coup est une grande première, une grande réussite. Mais 1993, se passe comme si le gouvernement, et Pasqua en particulier, qui a fait de la Corse l'un de ses domaines réservés, était presque gelé par un succès.

### Un suspect modèle

Après plusieurs mois de cavale, un nationaliste corse au passé très chargé, Pierre Albertini, 47 ans, est présenté, il y a deux semaines, au cabinet du juge d'instruction de la section antiterroriste Jean-Louis Bruguier. Et le magistrat, à l'air d'un homme libre mais sous contrôle judiciaire.

### Dérangement Incontré

Les preuves de la honte de Pasqua à l'égard de ces officiers qui avait discuté avec toutes les tendances, que ce soit à l'Assemblée de Corse ou ailleurs.

Comme en écho, après les arrestations du 27 mars dernier, le FLN-CI historique s'est vu de ces travaux d'approche dans un communiqué revendiquant la tentative d'intervention jouée par la police. « Un Etat, quel qu'il soit, ne prend contact qu'avec ceux qui ont des arguments à exposer. Des arguments ou des armes à feu ? »

### APRÈS LE RÉFÉRENDUM, AIR FRANCE A LA RECHERCHE DE L'ÉQUILIBRE



### Générosité officielle en panne

TRÈS discret pour inciter le public à verser son obole de la soirée sida du 7 avril, le ministre délégué à la Santé, Philippe Douste-Blazy, se montre bien moins empressé à tenir certains de ses engagements budgétaires. Ce qui met en difficulté plusieurs associations de lutte contre le sida.

Par exemple, la fédération Aides attend, depuis plusieurs mois, 1,3 million. Elle n'a reçu qu'un dernier, 500 000 F. Certaines directions départementales de l'action sanitaire et sociale se montrent tout aussi

## Une sacrée soirée sida sans François, Edouard et les autres

L'ÉLYSÉE, pour expliquer que Mitterrand n'aurait pas envoyé un message à la soirée sida du 7 avril, a fourni un matériel imparable : le suicide de Grossouvre. La réalité est différente.

Aut départ, les organisateurs, c'est-à-dire les chaînes de télé, avaient prévu une demi-douzaine d'interventions de politiques : Mitterrand, Balladur, Douste-Blazy, Simone Veil, Michèle Barzach, Jack Lang... Hurlements d'Act-up, l'organisation sida-sida la plus en pointe, ainsi que des autres associations : la soirée spéciale ne peut pas donner lieu à une récupération politique, sinon la suite manifeste son étonnement. Du coup, les politiques s'affolent et déclarent forfait.

### Deuxième tournée

Le succès de la soirée anti-sida - sauf sur le plan financier - a donné des idées à au moins deux de ses participants : Jean-François Elkabach et Douste-Blazy. Le président de France 2, France 3, s'apprête désormais un grand révisé recomposé. C'est-à-dire motter à la tête de service public, en se débarrassant de la tutelle de l'IFI, un vrai programme anti-sida.

« Les grands esprits se rencontrent », dit-on. Mais il y a un détail à vouloir noter : l'opération, malgré toutes ses précautions, a été allégrement chahuté pendant la soirée. Et ce, pendant les deux jours, pas sûr qu'il n'ait sauté l'Autimat.

### Échange d'amabilités

Le 9 septembre 1993, Charlie Chaplin évoquait ce semblant de film en déclarant dans une interview à la Corse-Matin : « Ce qui a déclenché son rapport à l'État, c'est qu'il avait fait qui lui avait dit que ses représentants du mouvement nationaliste ». Et il

### Victime mal choisie

Cette action de commando sur un complexe touristique est construite à Sperone (dans l'extrême sud) et a semé la pagaille parmi les nationalistes d'abord parce que l'hypothèse

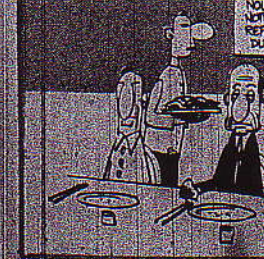
### Des magistrats récurrent en douceur une vieille casserole d'Etat

DES accusés souriants, un réquisitoire de pure forme, des juges peu curieux, une audience expéditive comme si le verdict était rédigé à l'avance. Les magistrats de la 12 chambre du tribunal correctionnel de Paris qui étaient censés examiner, le 8 avril, l'affaire du vrai-faux passeport d'Yves Challer nous ont offert le spectacle d'une justice un peu exotique.

### Léthargie judiciaire

Tout au long de l'audience, les magistrats ont pu faire preuve de la bonne volonté qu'ils ont prononcé qu'une fois par les magistrats. Et ni le ministre ni les fonctionnaires de la DST chargés de fabriquer les vrais-faux passeports n'ont été cités à comparaître.

### Camouflet chinois



### Un plombier du Canard

Trois ans plus tard, les socialistes de nouveau aux affaires mais peu pressés de voir revenir sur le tapis le magistrat Carrefour du développement, décidés de ne pas laisser la Haute Cour de justice du « cas » Pasqua. Du

### MADAME MICHAUX-CHEVRIER, VOUS POUVEZ DEMANDER AVEC UN SAC DE RIZ POUR L'ÉPAULE

